

Les dispositions du bill C-48 nous apprennent que le gouvernement veut participer à 25 p. 100 aux mises de fonds de tous les travaux d'exploration pour lesquels des droits et des permis seront approuvés en vertu de cette loi. Quand ces travaux d'exploration porteront fruit le gouvernement exigera automatiquement 25 p. 100 du capital d'exploitation comme condition d'approbation de la mise en production commerciale.

Je voudrais demander d'où proviendront les fonds pour payer cet intérêt. Nous entendons parler de subventions fédérales pouvant atteindre jusqu'à 80 p. 100 des frais d'exploration si au moins la moitié de l'industrie appartient à des Canadiens, mais d'où viendront les fonds? De quel droit le gouvernement veut-il une participation dans toute entreprise commerciale, dans toute société qui explore au large de nos côtes et dans nos régions inexploitées. C'est contraire à la concurrence. Nul ne s'oppose aujourd'hui à la Chambre à ce que Petro-Canada se charge de 25 p. 100 des travaux d'exploration ni à ce qu'un autre organisme gouvernemental fasse concurrence aux sociétés ou aux consortiums privés, mais de quel droit le gouvernement croit-il qu'il doit avoir une participation dans toutes les entreprises, même celles qui sont en grande partie ou entièrement de propriété canadienne? Cela réduit la concurrence.

Il me semble que nous devrions encourager le Canadien moyen à devenir actionnaire de ces sociétés pétrolières. La participation canadienne serait ainsi obtenue par la voie incitative, sans qu'il soit besoin de faire entrer l'État de force au conseil d'administration et dans les décisions des entreprises privées.

Pourquoi les Canadiens sont-ils incapables de participer à des entreprises de risque élevé? Pourquoi sont-ils incapables de se lancer avec enthousiasme dans la recherche du pétrole à 100 milles des côtes, sous 100 pieds d'eau, au milieu des icebergs et autres difficultés? Pourquoi les Canadiens ne veulent-ils pas prendre part à cela? Tout d'abord, parce que le rendement des capitaux est trop bas. Les taux d'intérêt ne permettent pas de réaliser un rendement suffisant, il faut payer l'impôt sur les gains marginaux en capital. Cet impôt a un effet désincitatif sur la participation aux entreprises de risque élevé.

Afin de financer une bonne partie de sa dette l'État fédéral offre, avec ses obligations d'épargne du Canada des conditions plus avantageuses aux capitaux qui cherchent à se placer, que le secteur privé, ce qui fait que quelque 40 ou 50 milliards sont recyclés dans les dettes accumulées par le gouvernement, sous forme d'obligations d'épargne du Canada. Les Canadiens aiment bien cette garantie de pouvoir toucher 10, 11 ou 12 p. 100 sur les obligations d'épargne. Ils ne veulent pas prendre de risques. Mais ensuite nous disons aux investisseurs de l'industrie pétrolière qu'ils exagèrent quand ils veulent réaliser un bénéfice de l'ordre de 8 p. 100 sur les capitaux investis. Nous nous leurrions.

Si nous voulons être maîtres chez nous, il faudra en dernière analyse que les ressources financières viennent de la population et de nulle part ailleurs. Mais notre population préfère placer son argent dans des certificats de dépôt, quand elle n'achète pas d'obligations d'épargne du Canada. Il y a beaucoup d'argent placé dans le marché des maisons. Comment allons-nous trouver du pétrole si tout notre argent est placé là? Et comment en est-il venu à se placer là? S'il y a tant de capitaux immobilisés dans le logement de nos jours c'est que ce type de

Pétrole et gaz du Canada—Loi

placement est resté le seul à échapper à l'impôt sur les gains en capital. Dans quel secteur les gens ont-ils commencé à spéculer? Dans le logement, et cela a drainé les capitaux disponibles pour les initiatives à risque élevé.

Je ne demande pas qu'on soumette le logement à l'impôt sur les gains en capital. Bien au contraire, il faudrait abolir cet impôt, il faudrait donner des incitations fiscales à l'investissement, des crédits d'impôts spéciaux à ceux qui veulent placer leur argent dans des entreprises à risque élevé de recherche d'hydrocarbures. C'est comme cela que nous réaliserons l'appartenance canadienne.

Le fonds de pension de la Fonction publique est un autre secteur où il y a gaspillage de capitaux. Environ 20 milliards de dollars sont accumulés à l'heure actuelle dans ce fonds, mais ils ne le sont qu'en théorie car le gouvernement a tout dépensé pour réaliser ses projets grandioses, comme imprimer des jeux bilingues, convertir le Canada au système métrique, et toutes sortes d'autres choses que les Canadiens, surtout dans ma région, rejettent et qui les irritent fortement. Ce sont des mesures superflues, qui ne sont pas indispensables à notre sécurité et à notre prospérité économiques.

Le gouvernement prend ces 20 milliards de dollars des régimes de pensions, les note dans un livre et les dépense, tandis que les employés de la GRC, de la Fonction publique et du ministère de la Défense nationale devraient pouvoir avoir l'assurance que ces fonds sont protégés grâce à des placements en valeurs. Pourquoi ces fonds ne sont-ils pas entièrement investis dans le pétrole et le gaz au lieu d'être dilapidés par le gouvernement canadien? Pourquoi le fonds de pension des syndicats n'est-il pas investi dans le pétrole et le gaz canadien, et pourquoi ne prévoit-on pas de subventions à cette fin au lieu de laisser cet argent être investi aux États-Unis ou ailleurs? Pourquoi les fonds du patrimoine de l'Alberta et de la Saskatchewan, et celui que nous devrions commencer à accumuler dans le Nord, ne sont-ils pas confiés en fiducie au nom des Canadiens qui possèdent les ressources actuellement exploitées? Ils devraient être investis judicieusement pour garantir nos réserves énergétiques à long terme.

Ce bill et le budget ne prévoient guère de stimulants fiscaux susceptibles de modifier la structure des investissements, d'inciter les gens à placer leur argent dans des secteurs à grands risques qui garantiront notre prospérité économique à l'avenir. Le gouvernement dit qu'il financera ces initiatives et continuera à éponger notre déficit national. Où trouvera-t-il l'argent?

Il nous suffit de consulter le budget pour voir que Petro-Canada aura le pouvoir d'aller emprunter à New-York, en Allemagne de l'Ouest et ailleurs. Quels sont les taux d'intérêt aux États-Unis à l'heure actuelle? Nous prétendons au Canada qu'il vaudrait mieux emprunter à des sources étrangères, que c'est moins risqué pour les prêteurs, afin que le gouvernement puisse s'associer à une société de la Couronne quelconque et prétendre que nous faisons toutes les bonnes choses que veulent les Canadiens. Le gouvernement préfère emprunter au lieu de les inciter à investir leur argent au Canada, courant un risque et créant des emplois dans leur pays. Dénigrer les investissements étrangers tout en vantant les mérites des emprunts à l'étranger, c'est vraiment le fond du dilemme qui se pose à notre pays, et c'est pourtant une attitude caractéristi-